

Affaires courantes

ger ce qui nous appartient afin de pouvoir laisser les autres pays en profiter.

Nous devons aussi examiner les initiatives que nous prenons tous les jours par l'entremise du gouvernement pour voir si nous remplissons bien l'engagement que nous avons si éloquemment pris envers le monde entier de protéger la faune. Par exemple, avons-nous adopté des règlements sur les effluents des usines de pâtes et papiers pour mieux protéger la faune? Avons-nous adopté des politiques fiscales pour permettre aux Canadiens de donner des terres à des fins de préservation?

La communauté a pris les devants dans ce dossier. Il nous incombe à tous, au Parlement, de mériter la confiance qu'elle nous témoigne en protégeant la faune de notre pays.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, je prends la parole en prévision de la Semaine nationale de la conservation des espèces sauvages. Venant d'une circonscription bien connue pour son aspect sauvage, puisqu'elle couvre les trois quarts du Manitoba et compte beaucoup d'espèces sauvages très variées, dont le béluga et l'ours polaire, j'apprécie la tenue d'une telle manifestation. Je connais l'importance de la faune dans l'histoire du Canada et pour la nature de notre pays.

Les deux députés qui ont pris la parole avant moi ont parlé des autochtones et de leurs moyens traditionnels d'exploiter les espèces sauvages. Autrefois, à l'époque où c'était le principal facteur économique de développement durable dans notre pays, les forces en présence étaient équilibrées. Cet équilibre s'est perdu au cours des cent dernières années, et nous devons le rétablir.

J'ai été heureux d'entendre les propos de la ministre. Elle a parlé de la participation du premier ministre à la conférence qui doit se tenir au Brésil, en juin. J'espère qu'il fera remarquer sa présence à cette conférence et qu'il insistera auprès du président des États-Unis pour qu'il y assiste également. Tant qu'à faire, il devrait aussi veiller à ce que le gouvernement des États-Unis ne sabote pas les efforts de cette conférence sur la diversité biologique. Il importe que la population et le gouvernement des États-Unis participent et ne nuisent pas à ce processus.

Chez nous, nous devons aussi nous assurer que notre gouvernement fédéral respecte lui-même les principes qu'il préconise. Au Manitoba, le marais Oak Hammock fait actuellement l'objet d'un débat public. La société Canards Illimités construit son siège social en plein dans ce marais, ce qui modifiera l'écoulement naturel des eaux. Les zones de reproduction de beaucoup d'espèces seront touchées.

• (1020)

Quelle est la position du gouvernement fédéral dans cette affaire? Il contribue au financement de cette construction au beau milieu du marais. Le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest, fournit 2,48 millions de dollars pour la construction de ce centre.

Encore une fois, des poursuites sont intentées à ce sujet contre le gouvernement fédéral, et j'aimerais que celui-ci offre un certain soutien financier aux organismes qui s'inquiètent des conséquences possibles de cet aménagement dans le marais Oak Hammock.

Fait intéressant, le gouvernement du Manitoba a constaté que ce projet ne pouvait être réalisé en vertu des lois de 1987. C'est ainsi qu'en juin 1991, il a modifié les lois manitobaines pour que le projet puisse aller de l'avant. Le gouvernement fédéral est resté muet.

Ce n'est que l'un des multiples exemples que je pourrais citer pour illustrer le problème dans notre pays, mais je ne veux pas me lancer dans un long discours politique de cet ordre.

Beaucoup de mesures utiles pourraient être prises. Nous devons continuer à développer notre réseau de parcs nationaux. Si je peux prendre quelques secondes pour parler d'un projet de chez nous, je dirais que nous aimerions que les choses s'accélèrent en ce qui concerne le parc national Churchill. C'est un parc très important pour les gens de la région, sans oublier qu'il renferme des éléments géographiques caractéristiques de notre pays.

Je sais que je n'ai pas beaucoup de temps pour en parler. Je me contenterai de dire que j'espère que tous les Canadiens participeront à la Semaine nationale de la faune, qui se tiendra la semaine prochaine. J'espère aussi que cette semaine donnera des résultats concrets pour l'environnement et qu'elle sera donc très fructueuse pour le Canada.

* * *

FINANCES

DIXIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

M. Clément Couture (Saint-Jean): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le dixième rapport du Comité permanent des finances concernant le projet de loi C-60, Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Le comité a convenu de faire rapport de ce projet de loi sans proposition d'amendement.